

« Les musulmans doivent avoir accès à une sépulture en accord avec leurs dernières volontés »

TRIBUNE

Collectif

Dans une tribune au « Monde », un collectif de 62 élus de différents partis politiques, emmené par Khadija Gamraoui, conseillère régionale d'Ile-de-France (LRM), s'inquiète du fait que, pendant la crise liée au coronavirus, les carrés musulmans des cimetières n'arrivent pas à accueillir toutes les personnes récemment décédées.

Publié le 16 avril 2020 à 06h00 - Mis à jour le 16 avril 2020 à 10h16 | Lecture 2 min.

Article réservé aux abonnés

Tribune. Depuis le début de l'épidémie de Covid-19, notre pays compte tristement ses morts. Au dernier décompte officiel, nous dépassons les 17 000 décès recensés. Au-delà des chiffres, ce sont des parents, des enfants, des petits-enfants, des amis qui ont perdu un proche. Et cette perte est d'autant plus douloureuse qu'elle s'accompagne le plus souvent, du fait du contexte sanitaire, d'une stricte solitude, puisque les proches ne peuvent être présents dans les derniers instants de la vie des malades. Mais, pour certains de nos concitoyens, le deuil est rendu plus difficile encore.

Nous, élus de la République issus de tous les partis politiques, souhaitons lancer un appel solennel pour sensibiliser le plus grand nombre à la situation que subissent de nombreuses familles.

Lire aussi | [Coronavirus et obsèques : rédiger ses dernières volontés](#)

Avec la fermeture des frontières, les vivants comme les morts ne peuvent plus traverser la Méditerranée pour rejoindre leur dernière demeure. Cette pratique, comme le soulignait *Libération* le 9 avril, est loin d'être marginale : en Ile-de-France, ce sont entre 75 % et 80 % des musulmans qui choisissent d'être enterrés dans leur pays d'origine.

Dernières volontés

La réouverture des frontières n'étant pas prévue de sitôt, il s'agit d'éviter la double peine aux familles qui viennent de perdre un être cher et qui risquent d'être privées d'une sépulture digne des dernières volontés du défunt. Or, les carrés musulmans au sein des cimetières communaux – autour de 400, répartis dans 35 000 communes –, sont trop peu nombreux pour accueillir le nombre important de Français de confession musulmane décédés pendant cette crise, comme le relèvent de nombreuses associations mobilisées sur le terrain.

Lire aussi | [Coronavirus : en France, les diasporas africaines ne savent plus où enterrer leurs morts](#)

Cela doit changer. Il y va de la dignité de notre pays, comme de celle de tous nos morts, qui doivent avoir accès à une sépulture en accord avec leurs dernières volontés. Donnons-nous les moyens d'accompagner l'ensemble de nos compatriotes en ces temps difficiles et d'aider chacune et chacun d'entre nous à surmonter cette crise sans précédent.

 Lire aussi | [Depuis la peste noire, les hommes bouleversent les rites funéraires lors des épidémies](#)

Nous appelons les autorités, au niveau local comme national, à prendre la mesure des difficultés rencontrées par une partie de nos concitoyens. Agissons pour être à la hauteur de ce moment douloureux que traverse notre pays. A court terme, il faut renforcer l'entraide entre les communes pour faciliter l'accès aux places existantes au plus grand nombre, à l'échelle départementale par exemple, tout en travaillant à moyen terme à la création de nouvelles places là où c'est nécessaire. A la crise sanitaire, n'ajoutons pas une crise du deuil.

On compte parmi les signataires :

Fatima Belmouden, adjointe au maire, (LR) Aulnay-sous-Bois

Khadija Gamraoui, conseillère régionale (LRM) Ile-de-France

Amelia Lakrafi, députée (LRM) des Français de l'étranger

Akli Mellouli, maire adjoint, (PS) Bonneuil

Abdelfattah Messoussi, maire adjoint (PS) Stains

La liste complète des signataires :

[Les signataires de la tribu...](#) by [Le Monde](#) on Scribd



Collectif